

Les fondements du débat sur les liens entre la tuerie de London et la loi 21 **Le clash des oppressions s'avilit en blâmes réciproques et non en coalition**

Dans le débat sur l'amalgame entre la tuerie terroriste de London et l'islamophobe loi 21, sur l'interdiction du port de signes religieux pour le personnel enseignant et quelques autres postes, l'oppression nationale du Québec, se traduisant en « Quebec bashing », est devenu un leitmotiv pour les unes et un épouvantail à moineaux pour les autres. Même si la question du racisme et celle autochtone pénètrent toutes les pores de l'actualité et que la lutte indépendantiste est en ce moment au frigidaire, celle-ci reste la grande peur de la bourgeoisie canadienne depuis le traumatisme du référendum de 1995. Dans ce contexte, la stratégie médiatique canadienne est de reporter sur le dos de la nation québécoise tous les péchés du Canada dans ces domaines.

Telle était l'intention des trois journalistes de grands médias anglo-canadiens d'amalgame la tuerie terroriste de London en Ontario avec la loi 21 ce à quoi le Premier ministre Trudeau a à demi résisté pour des raisons purement électoralistes (Mélanie Marquis, [Plus de tolérance pour les signes religieux depuis la pandémie, avance Trudeau](#), La Presse, 8/06/21). Cet électoralisme est confirmé par la soudaine défense de la langue française par les Libéraux fédéraux, ou tout au moins leur intention de le faire (Boris Proulx, [Protéger le français pour sauver le fédéralisme](#), Le Devoir, 16/06/21) d'autant plus qu'il n'y a à l'horizon aucun danger « séparatiste » et que l'anglicisation de Montréal ne peut plus être niée.

La théorie du « settlement colonialism » et la grande alliance des peuples opprimés du Canada

Il n'en reste pas moins que la hantise d'un retour en force de la lutte indépendantiste constitue le fonds de commerce de la politique générale de la bourgeoisie canadienne car l'indépendance du Québec s'est historiquement avérée la seule menace sérieuse à l'existence même de l'État canadien, indispensable base territoriale à son rapport de force mondiale sinon, par ricochet, à son existence comme classe dominante. Pour qui veut ébranler les colonnes du temple du capitalisme canadien sur la base d'une compréhension de son histoire, la construction d'une grande alliance du prolétariat et des peuples opprimés soutenant la lutte pour l'indépendance du Québec reste indispensable. D'autant plus que la mobilisation climatique, comme l'ont montré certaines manifestations monstres et le blocage d'un oléoduc stratégique, y est la plus avancée parmi toutes les provinces. Et rappelons que Karl Marx avait compris qu'aucun renversement du capitalisme anglais n'était possible sans l'appui du prolétariat anglais à l'indépendance de l'Irlande

Le plus grand obstacle pour construire cette grande coalition est justement le « Quebec bashing ». Le procès de la gauche québécoise eu égard à sa tiédeur envers la théorie du « settlement colonialism » sert souvent d'alibi à sa non prise en compte par cette gauche. Réciproquement la gauche québécoise francophone soupçonne que cette thèse populaire au sein de la gauche canadienne a tendance à se substituer à celle de la centralité du capitalisme et non comme un aspect de celui-ci. La conséquence politique de la popularité de cette thèse est de fondre le Québec blanc dans le Canada blanc, ce qui marginalise la question nationale québécoise. En plus, cette théorie, trop durcie, porte à davantage stigmatiser les peuples blancs

que la bourgeoisie elle-même ce qui a tendance à diviser les peuples. La conséquence en est le déploiement sans résistance du « Quebec bashing » qui se traduit par exemple par une forte anglicisation des manifestations pro-autochtone et antiracistes à Montréal. Cette humiliation du peuple québécois sur son propre territoire nationale ne fait que créer un obstacle à sa reconnaissance du colonialisme blanc dont il est partie intégrante mais dans un rôle subordonné ce que montre un survol rapide de l'histoire du peuple québécois et de sa lutte nationale.

Conquête et défaite révolutionnaire déterminent un embourgeoisement réactionnaire

La question nationale québécoise depuis la « Conquête » résultant de la Guerre de sept ans, et suivie de la défaite du soulèvement de la coalition des nations autochtones ayant été les alliés de la France (Wikipédia, [Rébellion de Pontiac](#)), est rapidement devenue le maillon politique faible de ce qui allait devenir le Canada. La Nouvelle-France très peu peuplée était d'ailleurs moins une colonie de peuplement qu'une vaste entreprise de pillage de fourrures au même titre que la Compagnie de la Baie d'Hudson à cette différence près qu'elle était directement gérée par l'État absolutiste français. Tout comme le peuple écossais conquis à la même époque, le peuple « canadien » allait être mobilisé comme « voyageurs » (et les Écossais comme agents de comptoir) pour l'extension du commerce des fourrures jusqu'aux océans Pacifique et Arctique. Par contre dans la Laurentie dit Bas-Canada, la « revanche des berceaux », moyen patriarcal de résistance à l'assimilation, entraîna une véritable colonisation « canadienne » de territoires abénaqui, anishnabe, innu, kanien'kehá:ka et mi'kmaq laquelle a un parallèle au Haut-Canada mais alimentée par l'immigration britannique ou anglicisée.

Cette résistance démographique à la Conquête conjuguée à un manque de terre arable accaparée par la puissance colonisatrice donna au bout de quasi un siècle une base matérielle à la révolution armée de libération nationale de 1837-1838. Cette révolution et celle concomitante démocratique du Haut-Canada sur fond de la montée en puissance des ÉU donna libre cours à la formation de la bourgeoisie canadienne qui gagna son autonomie à la suite de la victoire du peuple étasunien contre l'esclavage. L'échec révolutionnaire de 1837-38 cependant donna à cette formation-autonomisation bourgeoise consacrée en 1867 un caractère réactionnaire et même barbare dont John A. MacDonald (Mathieu Gohier, [Le douloureux souvenir de John A. Macdonald dans les Prairies](#), Radio-Canada, 2/09/20) est l'incarnation typique et le vire-capot George-Étienne Cartier le visage de la soumission canadienne devenant canadienne-française.

Le caractère contre-révolutionnaire de cet embourgeoisement, sur fond de défaite révolutionnaire, envers les peuples autochtones se manifesta dès après la défaite de 1837-1838 sans attendre la proclamation de la Confédération canadienne de 1867 :

À peine trois ans plus tard [soit l'obtention du gouvernement responsable en 1848 où l'on devine l'influence des soulèvements européens, NDLR], le nouveau gouvernement responsable du Canada-Uni n'a eu rien de plus pressé que d'adopter des lois qui créaient les premières réserves autochtones et qui sont devenues les fondements de la Loi sur les Indiens de 1876. Le but avoué des lois de 1851 était de vider le territoire du Nord du Québec afin de le rendre disponible pour l'industrie forestière en plein essor. Les lois de 1851 ont créé le modèle de colonisation qui a été

*repris par la suite pour l'Ouest canadien et qui a ultimement inspiré l'apartheid en Afrique du Sud.
[...]*

Le développement du territoire et des ressources naturelles au mépris des droits ancestraux des Autochtones pourtant reconnus en théorie par le droit britannique a été une priorité existentielle pour nos élus et nos gouvernements dès qu'ils ont eu le pouvoir d'agir librement. Cette priorité n'a jamais été remise en question à ce jour. Les besoins de l'industrie forestière, plus tard minière et hydroélectrique, ont toujours passé en premier lieu. La création des réserves a été le moyen retenu pour laisser ces industries opérer.

La Constitution de 1867 a simplement changé la forme de ces interventions oppressives. Elle a réparti les compétences législatives sur les Autochtones entre deux ordres de gouvernement. La compétence sur les Autochtones a été attribuée au parlement fédéral, celle sur les terres publiques et les ressources naturelles à l'Assemblée nationale. C'étaient les deux mains du même État oppresseur dans la perspective autochtone. Une main exploitait leurs territoires ancestraux sans tenir compte de leurs droits. L'autre les enfermait dans des réserves. C'est l'ADN de l'État canado-québécois.

Rien n'a changé depuis 1851, sauf pour les trois nations autochtones qui ont signé la Convention de la Baie James et du Nord québécois. Ces trois nations ont bénéficié d'un rapport de force particulier. Quel que soit le parti au pouvoir, le gouvernement du Québec refuse systématiquement d'étendre le modèle de la Convention aux huit autres nations autochtones du Québec.

(André Binette, [Le Québec est coresponsable de la situation des Autochtones](#), L'Aut'Journal, 16/06/21)

La « Rébellion du Nord-ouest » crée une solidarité « canadienne » - autochtone via les Métis

La coupe déborda quand s'effondra dans les années 1870-1880 la population de bisons, base de la vie matérielle et culturelle des nations autochtones des Plaines de l'Ouest ce qui fut consciemment voulu et organisé par les promoteurs de chemins de fer tant aux ÉU qu'au Canada (Wikipédia, [La chasse au bison](#)). Le soulèvement autochtone se combina à la tentative de la nation en formation des Métis, symbiose des « voyageurs » surtout francophones et autochtones, qui devant l'envahissement de leurs terres par les colons essentiellement anglophones amenés par le nouveau chemin de fer du Canadian Pacific Railway (CPR) tentèrent de s'organiser en gouvernement autonome après avoir été chassée de la province du Manitoba que cette nation avait fondée. La malaisée alliance autochtones-métis fut défaite en 1885, malgré des victoires tactiques, par la RCMP créée pour le contrôle des Territoires du Nord-Ouest acquis de fraîche date de la Cie de la Baie d'Hudson et par la nouvelle armée canadienne créée pour l'occasion (Wikipedia, [North-West Rebellion](#)).

Le colonialisme de l'émergente bourgeoisie canadienne, talonné par la compétition étasunienne, avait cyniquement utilisé le CPR pour tuer la source de vie autochtone, pour transporter les colons contre les Métis et l'armée pour les écraser avec le concours de la nouvelle mitrailleuse Gatling utilisée pour la première fois dans les Amériques lors de la bataille de Batoche (Wikipédia, [Bataille de Batoche](#)). L'initiative de la guerre révolutionnaire de libération nationale était passée des « Canadiens » en 1837-38 aux nations autochtones des Plaines en 1885 avec la nation Métis servant de trait d'union. Cette convergence historique se

manifesta par les importantes mobilisations de Montréal contre la pendaison du chef politique métis, Louis Riel. En découla la renaissance du mouvement national canadien devenu canadien-français aboutissant au gouvernement Mercier, le premier gouvernement nationaliste de ce qui allait devenir le peuple québécois (Wikipédia, [Gouvernement Honoré Mercier](#)). Notons dans la foulée de ces événements l'apparition des deux premiers députés « ouvriers » du Québec tant à Ottawa qu'à Québec (Alfred Charpentier, [Le mouvement politique ouvrier de Montréal](#), Érudit, 1955).

Un mouvement national québécois oscillant de gauche à droite où il s'est enlisé

Comme tout mouvement nationaliste, celui québécois a oscillé historiquement entre la gauche et la droite. Il est né à gauche avec le soulèvement national de 1837-1838 pour ensuite dans le sillage de la défaite se pervertir dans la collaboration avec l'opresseur. Après sa renaissance aiguillonnée par la lutte métis-autochtone mais ensuite pervertie par l'intégrisme et par les combines spéculatives de chemin de fer à la mode des Conservateurs fédéraux du gouvernement MacDonald-Cartier, le mouvement a été récupéré par le nationalisme ultramontain d'Henri Bourassa. Après une brève mais forte oscillation à gauche sous l'impulsion de la révolution d'Octobre — La révolte contre la conscription (Wikipédia, [Émeute de Québec en 1918](#)), l'émeute des conscrits canadiens-français contre leur envoi à Vladivostok pour combattre les révolutionnaires russes (University of Victoria, [L'expédition canadienne en Sibérie](#)) et la résolution Francoeur sur l'indépendance (Wikipédia, [Motion Francoeur](#)) — le mouvement national s'englua dans la réaction du Chanoine Groulx et dans l'anticommunisme de la Grande noirceur duplessiste.

Il fallut le stimulant des luttes de libération anticoloniales d'après la Deuxième guerre mondiale et celle des droits civils étasuniens contre le régime Jim Crow pour imprimer un nouveau tournant à gauche au mouvement national québécois inauguré par la dite Révolution tranquille préalablement annoncé par la lutte contre la conscription du Bloc populaire. Cette lutte qui prenait une allure de libération nationale et d'émancipation sociale au début des années 1970 fut finalement récupérée par le PQ abandonnant l'indépendance pour l'étapisme fédéraliste et le néolibéralisme dès sa conquête de la majorité parlementaire en 1976 et ce malgré le soubresaut de 1995 noyé ensuite dans l'austérité. Inutile d'ajouter que depuis c'est la descente aux enfers de la question nationale dans la nouvelle Grande noirceur identitaire de la CAQ préparée tant par le faux débat islamophobe des « accommodements raisonnables » suscité par l'ADQ et instrumentalisé par les Libéraux avec la Commission Bouchard-Taylor que par un tournant semblable du PQ avec sa politique d'une soi-disant « charte des valeurs » et son flirt avec le notoirement antisyndical milliardaire Karl Péladeau.

Refus de QS de dénoncer le réel amalgame terrorisme-islam et la politique fédérale anti-islam

Cette descente aux enfers est bien utile à l'instrumentalisation fédérale des luttes antiracistes à l'encontre du peuple québécois prétendument intrinsèquement raciste. La réponse de la gauche, québécoise comme canadienne, ne saurait être que de dénoncer cette odieux

amalgame à commencer par celui entre la tuerie de London et la loi 21 tout en reconnaissant le caractère islamophobe et sexiste, sous couvert de laïcité, de la loi 21. Quant à Québec solidaire (QS) toujours prompt à proposer des motions parlementaires unanimes, il a raté une occasion de couper l'herbe sous les pieds de l'identitaire PQ alors qu'il a appuyé sa motion unilatérale de seule dénonciation de l'amalgame London-loi 21.

QS aurait pu proposer sa propre motion dénonçant l'islamophobe tuerie terroriste de London tout en la liant avec celle de la mosquée de Québec de 2017 mais en rejetant l'amalgame entre ces assassinats de masse et une loi instrumentalisant la laïcité pour cacher son islamophobie. Cette motion aurait plutôt pu mettre en cause la politique fédérale de soutien sans faille à la politique des ÉU de guerre contre le terrorisme amalgamant terreur et islam tout en masquant que le terrorisme islamique est une réponse de miroir inversé aux encore plus terroristes guerres impérialistes du pétrole directement contre l'Afghanistan et l'Irak et indirectement contre l'Iran, la Lybie, la Palestine et le Yémen. Évidemment, cette motion n'aurait pas passé la rampe de l'unanimité parlementaire. Mais tel n'aurait pas été son but car elle se serait adressée aux peuples québécois et canadien.

Un inattendu et historique retour du pendule nationaliste de gauche vertement rejeté par QS

QS ne s'est cependant pas contenté de dérouler le tapis rouge à la CAQ et au PQ. Tous ensemble par cette complaisance vis-à-vis la loi 21, sous prétexte de réfuter un amalgame anti-Québec, ont ouvert la porte de l'Assemblée nationale à l'encore plus réactionnaire Parti conservateur du Québec (PCQ) qui y gagne sa première députée par débauche d'une élue de la CAQ. Car plus on s'adapte à la réaction plus se distille le produit original abandonné aux nostalgiques de l'ADQ lors de la création de la CAQ. Pendant que s'enlise dans l'identitaire à l'Assemblée nationale la question nationale, comme par miracle, peut-être par réaction de survie, voilà qu'un conseiller municipal et ex-syndicaliste de Ville Saguenay la pousse brusquement à gauche en réclamant de compléter l'historique nationalisation de l'électricité de 1944 et 1963 par celle des « oubliées » centrales hydroélectriques de Rio-Tinto-Alcan (RTA) :

« Jean-Marc Crevier estime que la nationalisation des barrages de la société Rio Tinto doit maintenant être envisagée afin de forcer la multinationale à respecter la région alors qu'elle se dirige vers la fermeture des cuves précurtes du complexe Jonquière sans aucune stratégie pour combler cette perte. » Il est appuyé par « [l]e président du comité des finances de la Ville, Michel Potvin, qui [...] a endossé la position de Jean-Marc Crevier. Michel Potvin est allé plus loin quand il a rappelé les demandes de l'Association de l'aluminium du Canada (dont Rio Tinto est membre), qui réclame des aides financières importantes de l'État. Selon Michel Potvin, Rio Tinto réclame le beurre, l'argent du beurre et encore plus pendant qu'elle crée de moins en moins d'emplois dans la région. » (Louis Tremblay, [Crevier prône la nationalisation des barrages de Rio Tinto](#), Le Quotidien, 8/06/21)

Faut-il rappeler que la nationalisation de l'électricité, thème de l'élection de 1962, a scellé la Révolution tranquille. QS, au lieu d'appuyer et de célébrer cette soudaine éclaircie a répudié la prise de position du conseiller à l'encontre de son propre programme et sa propre plateforme de 2018 qui dit que « Québec solidaire rapatriera la production hydroélectrique des alumineries et des petits barrages privés ». Pour reprendre le juste titre de Radio-Canada, « [Québec solidaire](#)

[s'oppose désormais à la nationalisation des barrages de Rio Tinto](#) » (Pascal Girard, 11/06/21) :
« La porte-parole de QS en matière d'énergie, Ruba Ghazal, pense qu'il faut plutôt augmenter les redevances exigées à Rio Tinto en échange de ses droits hydrauliques ».

À quel niveau faudrait-il établir ces redevances, ou plutôt ces augmentations de redevances car la compagnie en paie déjà, qui seraient l'objet d'âpres et complexes négociations ? À l'inverse la formule de gauche toute pétrie de justice sociale baigne dans la simplicité soit la valeur de remplacement moins la dépréciation moins les surprofits depuis 1963). Le conseiller Crevier rappelle d'ailleurs « que Rio Tinto, avec le coût de l'énergie dans la région, détient un avantage qui lui rapporte, année après année, 600 M\$ de plus que les producteurs qui bénéficient du tarif L d'Hydro-Québec ailleurs dans la province. C'est 600 M\$ de plus année après année. » (Le Quotidien)

Faut-il aussi rappeler que cette électricité privée a permis à RTA de renforcer son rapport de forces lors du dernier lock-out en vendant son électricité à Hydro Québec selon paraît-il les termes du contrat. (Radio-Canada, [Lock-out chez Rio Tinto Alcan : les surplus d'électricité s'ajoutent au litige](#), 4/01/12). Un beau cadeau de QS au patron. La députation Solidaire appuyée par (une partie ?) de la militance régionale prend plutôt partie pour les néolibéraux de la région telle la mairesse « Josée Néron [qui] diffère toutefois de stratégie puisqu'elle considère que "ce n'est pas en tapant sur la compagnie que Londres va investir dans la région" » (Le Quotidien). Est-ce que la remise en question de cette revendication prépare la remise en question de l'engagement stratégique du programme d'une Assemblée constituante et d'un référendum sur l'indépendance dans le premier mandat ? S'écraser devant RTA annonce un écrasement face au capital financier canadien et québécois soutenu bec et ongles par Ottawa.

Une coalition anti-fédéraliste s'appuyant sur le nationalisme de gauche des nations opprimées

Parce qu'il passe un mauvais quart d'heure historique, rejeter le nationalisme québécois en bloc ou encore nier que le nationalisme de l'opprimé puisse avoir un caractère démocratique et même de gauche c'est jeter le bébé avec l'eau sale du bain. Tant qu'il y aura oppression nationale il y aura une réaction nationaliste de la nation opprimée qui oscillera de gauche à droite en fonction de l'évolution de la lutte sociale aujourd'hui plutôt déconfite. Il faut appuyer critiquement le nationalisme de l'opprimé et en signaler les dangers. Qui de gauche oserait demander à la militance autochtone de renoncer à son nationalisme ! Idem pour le nationalisme québécois même s'il est pris en sandwich entre l'oppression fédérale et sa participation à l'impérialisme canadien et au colonialisme blanc comme second violon.

La gauche nationaliste québécoise, incarnée politiquement par QS, est la première à devoir faire son effort pour construire cette coalition des peuples opprimés de l'État canadien surtout à défaut d'une lutte conséquente du peuple travailleur pancanadien en léthargie depuis un bon moment. À cet égard, le très médiatisé vote de blâme contre le Collectif antiraciste et décolonial du parti, qui s'était malheureusement laissé tenter par le « Quebec bashing », a été un gigantesque pas dans la mauvaise direction.

Du côté des démocrates et anticapitalistes autochtones et racisés, c'est une leurre de s'imaginer que les luttes autochtones et antiracistes vont pouvoir vaincre par leurs propres forces l'islamophobie des sociétés occidentales, la brutalité de l'accueil des personnes réfugiées (Jean-Philippe Nadeau, [Rapport accablant sur la détention jugée abusive de migrants au Canada](#), Radio-Canada, 17/06/21), le paternalisme de la loi des Indiens, la loi du « free mining » et la politique rase-tout du Ministère des forêts sans que cela soit une lutte commune qui englobe tant celle contre le « Quebec bashing » que celle contre les politiques néolibérales.

Marc Bonhomme, 21 juin 2021

www.marcbonhomme.com ; bonmarc@videotron.ca